



Politique de l'eau: état des lieux et perspectives

Nos pistes de travail

LE CONSTAT : UN MODELE DE GESTION UNIQUE, AVEC DES POINTS DE BLOCAGE FORTS QUI FREINENT L'EFFICIENCE DE LA POLITIQUE DE L'EAU EN FRANCE

L'été 2022 est désormais la **nouvelle référence** pour se représenter les effets du **dérèglement climatique** sur notre vie quotidienne, notre santé, nos usages, nos rivières : 1 100 cours d'eau ont connu un assec, plus d'une centaine de communes ont été privées d'eau potable, des incendies ont dévasté des milliers d'hectares de forêts jusqu'en Bretagne, les rendements agricoles seront lourdement impactés, une importante mortalité piscicole a été constatée¹.

Pourtant, ce n'est pas faute d'avoir anticipé, en développant depuis 60 ans une **politique de l'eau** qui permet de **planifier** et de **prendre des décisions collectivement**, à la **bonne échelle**, avec des **moyens humains et financiers dédiés**. Les **lois sur l'eau de 1964 et de 1992** sont reconnues pour avoir mis en place, à l'échelle hydrographique, un **modèle de gestion « en bien commun »**, subsidiaire, évolutif, adaptatif, avec un **système de redevances** basé sur les **principes « l'eau paie l'eau » et « pollueur-payeur »**. C'est la **seule politique publique décentralisée** à l'échelle des bassins et districts hydrographiques, qui s'est dotée **d'outils démocratiques dédiés** (comités de bassin, commissions locales de l'eau) dont les objectifs sont de **réguler plutôt que de réglementer**. Ce système de gestion précieux, **reconnu à l'international** pour son **savoir-faire** aussi bien public que privé, a su s'adapter aux **évolutions sociétales** (décentralisation, directives européennes) et aux **enjeux émergents** (grand cycle de l'eau, biodiversité, changement climatique) et a su **faire preuve d'innovation** pour répondre aux attentes des acteurs de l'eau (infrastructures, process de traitement, dispositifs de mesures et de surveillance). Désormais, **99% de la population est desservie par de l'eau potable**, de grande qualité et à un tarif maîtrisé. Les **assainissements urbains et industriels** ont connu de **grandes améliorations** grâce à l'engagement des agences de l'eau, à la technicité des entreprises et à la mobilisation de moyens colossaux.

¹ Situation à fin août, Source : Comité d'Anticipation et de Suivi Hydrologique (CASH) du 08/09/22 : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/CASH_8_sept_2022_%281%29.pdf

Malgré ces progrès considérables, le **constat reste amer** : les **objectifs de bon état** des masses d'eau imposés par la directive cadre sur l'eau de 2000 (DCE) ne seront **pas atteints en 2027**, l'eau se **raréfie** jusque dans les maisons, le **niveau des rivières** et des nappes ne cesse de **baisser**, les **pollutions** se concentrent et de nouvelles apparaissent, les **sols ne retiennent plus l'eau** qui ruisselle sur des terrains imperméabilisés ou s'évapore toujours davantage avec l'élévation des températures ambiantes.

Alors d'où viennent les **dysfonctionnements** ? Quelles sont les **failles de ce modèle de gestion** si vertueux et qui fait référence dans le monde ? Les raisons évoquées par nos intervenants² sont multiples, se croisent et s'entremêlent pour finalement déboucher sur **quatre défaillances ou carences majeures**.

1/ Il faut tout d'abord admettre que le **modèle de gouvernance de l'eau est marginal** dans notre paysage politique : c'est un **domaine complexe**, tant au niveau politique que technique ou réglementaire, ce qui en fait un **monde d'initiés, illisible** pour la plupart des élus et des citoyens. Quand bien même le sujet est maîtrisé, faut-il encore avoir une **culture de co-construction** pour vouloir aboutir à un consensus de gestion : la **connaissance non partagée et non débattue** mène à une **quasi-communautarisation de l'eau**, notamment au sein du **monde agricole**. Chacun chez soi ne se reconnaît plus dans une gouvernance qui porte l'intérêt collectif, et problématise le débat en termes d'**intérêt général / intérêt privé** : la parole publique au sujet de l'eau n'a **plus de valeur**. Et ce système, pensé pour être subsidiaire, maintient un **lien de subordination fort** entre les comités de bassin, instance de démocratie représentative locale, et l'Etat, et accuse un **retard considérable** dans la prise en charge par les collectivités des **exigences liées à l'eau**.

2/ Ce manque de subsidiarité et ce retard des collectivités s'expliquent en partie par une **décentralisation incomplète des compétences** liées à l'eau, qui ne sont d'ailleurs **pas toutes définies** dans le champ du grand cycle de l'eau (« hors-GEMAPI ») et de la biodiversité, et une **sédimentation législative de 30 ans** qui a créé une situation de **confusion** et d'**incertitudes**. Le droit de l'eau est un **droit mouvant** qui ne dispose **pas d'outils dédiés** sinon relevant de l'**instruction**, et le **changement fréquent d'objectifs** dans l'application de la DCE est un **facteur de découragement** et **freine** les programmes d'**investissements**, tout en **renforçant les inégalités** entre les pôles urbains et les territoires ruraux qui souffrent de manque de moyens. Le **retrait généralisé de l'ingénierie d'Etat** a d'ailleurs transformé ces zones en **déserts techniques**, sans que l'offre privée ou issue des départements ne parviennent à la compenser. De plus, le **manque de cohérence** entre **périmètres politiques** et **périmètres hydrographiques** accentue cette **confusion dans la gouvernance** de l'eau, notamment en termes de morcellement du service public. La **suppression de la compétence générale** des régions et des départements, qui permettait un regroupement de collectivités en syndicats mixtes de type **EPTB**, a **fragilisé la légitimité** de ces établissements qui ne disposent **ni des compétences légales ni des moyens pérennes** pour porter une politique de l'eau déléguée par l'Etat.

3/ Les **agences de l'eau** ont été créées pour assurer en partie une **péréquation territoriale** de moyens, à l'échelle des districts hydrographiques, mission qu'elles accomplissent avec brio depuis près de 60 ans. Mais leur budget n'est pas extensible ! Basé sur les principes « *l'eau paie l'eau* » et « *pollueur-préleveur-payeur* », leur budget repose à **85% sur les factures d'eau** ; il a connu **quelques**

² Cf. Liste des intervenants et contributeurs en page 5

dévoiements ces dernières années : **l'élargissement des missions** des agences au grand cycle de l'eau, à la biodiversité et au littoral s'est fait **sans financements supplémentaires** ; **80%** du budget de l'Office Français de la Biodiversité (**OFB**) est prélevé sur celui des agences de l'eau et, au-dessus d'un « **plafond mordant** » instauré par le ministère des Finances en 2012, les recettes **abondent le budget de l'Etat**. S'ajoute à cette inadéquation des financements, une **application insuffisante du principe « pollueur-préleveur-payeur »** pour prendre en compte la **prévention** d'une part, et le **traitement** d'autre part, des **pollutions diffuses** et des **polluants émergents**, mais également pour résoudre le problème lié à la **gestion quantitative** dont on a vu une partie des conséquences cet été.

4/ La dernière défaillance, qui explique en partie les précédentes, réside dans le **cloisonnement des politiques publiques sectorielles** : agriculture, énergie, urbanisme, aménagement du territoire, climat, santé, ... Ces politiques **ne se parlent pas**, leurs objectifs ne sont pas cohérents et ne permettent **pas une prise en compte transversale** de la question de l'eau sur les territoires, et réciproquement. Il **manque une expression très claire** d'une politique publique de l'eau dans sa **vision globale et nationale**, dans sa **programmation**, dans les **projets** qui en découlent, mais aussi dans sa **lisibilité** pour savoir qui fait quoi avec quels moyens sur quel territoire et avec quel objectif de résultat. On peut en effet avoir le sentiment d'un « **schisme de réalité** » entre d'un côté, une **agriculture assignée à une production intensive**, et de l'autre, un **ensemble d'actions**, de sensibilisations, d'incitations qui **peinent à peser structurellement** sur le système agro-industriel. Et dans ce **jeu des incohérences**, comment ne pas souligner également que le **système actuel de fiscalité locale** encourage **l'artificialisation des sols** et le développement des territoires alors même que la loi Climat et résilience de 2019 impose aux collectivités le Zéro Artificialisation Nette (**ZAN**) à l'horizon **2050** ? **Quel prix** donnons-nous à **l'eau naturelle**, aux zones humides, à la biodiversité ? **Quelle fiscalité**, lisible par la population, peut-on inventer pour **inciter chaque acteur** à son échelle à **faire mieux** ?

Alors « **Faut-il une nouvelle loi sur l'eau en France ?** », la majorité de nos intervenants n'y sont **pas favorables**, considérant qu'on est davantage **face à un problème d'effectivité du droit et d'application de la loi**, et qu'on a tous les **outils nécessaires**, même si **certaines compétences** restent à **clarifier** et que le **pouvoir** des structures labellisées **EPTB** mériterait d'être **renforcé par un mandat** défini dans la loi. **L'enjeu majeur** est surtout un **enjeu d'articulation** des politiques eau-énergie-agriculture-climat : une nouvelle loi sur l'eau ne résoudrait pas le problème de cloisonnement de ces politiques, au niveau national mais également au niveau européen. Côté **gouvernance**, le besoin réside davantage dans une **subsidiarité assumée**, dans le **retour d'un Etat fort** qui définit les grandes orientations, contrôle, suit et évalue, et dans un **accompagnement des collectivités** et des acteurs de l'eau pour **agir pleinement** dans le sens d'une **transition écologique efficace**.

C'est tout le **sens des pistes de travail** que nous proposons à **l'analyse collective**, afin d'aboutir à des **recommandations opérationnelles** qui fassent **consensus**, pour une **planification écologique de l'eau** qui nous permette de **mieux faire face à un été de sécheresse** généralisée comme 2022, ou aux situations **d'inondations dévastatrices** comme celle des bassins de la Roya et de la Vésudie en 2020. Il nous faut nous **réapproprier une culture collective et partagée de l'eau**, et **écrire ensemble l'adaptation** que nous souhaitons sur nos territoires pour mieux vivre le dérèglement climatique.

LES PISTES DE TRAVAIL A DEVELOPPER

Le **Cercle Français de l'Eau** tente de mener cette réflexion dans le cadre de la **conscience collective** rappelée dans la **Déclaration de Dakar du 25 mars 2022** : nous sommes « *conscients de la nécessité de faire de l'eau un outil de coopération, de paix, d'expression de la solidarité entre les pays et les peuples et d'intégration régionale, par l'encouragement du dialogue, de la paix, de la stabilité et l'amélioration de la coordination et du partenariat.* »

Tous les intervenants et contributeurs à cette réflexion sur l'avenir de la politique de l'eau en France soulignent le besoin, sur la forme, de **faire évoluer les pratiques** et le **dialogue** entre Etat, collectivités et usagers, et le besoin, sur le fond, **d'une analyse prospective à 30 ans** pour définir les **enjeux**, les **objectifs** et les **priorités** que cette politique de l'eau doit se donner. Seulement alors, il sera possible de **juger de la nécessité d'une loi** pour y répondre.

Les **pistes de travail** proposées à l'**analyse collective** sont listées ci-après. Les **recommandations détaillées** issues du cycle de conférences du CFE du 1^{er} semestre 2022, et n'ayant pas encore fait l'objet d'un consensus entre tous les acteurs, sont **listées pour information en Annexe**.

Piste de travail n°1 : **Affirmer la gestion de l'eau en bien commun pour un partage de la ressource équilibré, pérenne, au service de l'intérêt collectif**

Piste de travail n°2 : **Faire de la lutte contre les pollutions diffuses une priorité pour optimiser l'atteinte du bon état en 2027 et préparer l'avenir**

Piste de travail n°3 : **Décloisonner les politiques publiques sectorielles pour une politique de l'eau plus transversale, et réciproquement**

Piste de travail n°4 : **Préserver le modèle de gestion actuel en clarifiant les compétences et la gouvernance**

Piste de travail n°5 : **Préserver la capacité financière des agences de l'eau sur ses principes fondateurs « l'eau paie l'eau » et « pollueur-payeur »**

Piste de travail n°6 : **Maintenir les exigences de qualité du service public d'eau et développer le droit à l'eau**

Piste de travail n°7 : **Inventer une éco-fiscalité plus incitative et donner les moyens aux collectivités de relever le défi climatique**

Piste de travail n°8 : **Construire un nouveau récit de l'eau et créer de la fierté collective pour redonner du sens commun et dépassionner les débats**

LISTE DES INTERVENANTS ET CONTRIBUTEURS

Institutionnels :

Thierry BURLLOT, président du **Comité de Bassin Loire-Bretagne** et président du Cercle Français de l'Eau

Hervé GILLÉ, sénateur de la Gironde

Christophe JERRETIE, ancien **député** de la Corrèze

Claude MIQUEU, expert auprès du **Comité de Bassin Adour-Garonne**

Alain ROUSSET, président de la **Région Nouvelle-Aquitaine** et président du **Comité de Bassin Adour-Garonne**

Frédérique TUFFNELL, ancienne **députée** de la Charente-Maritime

Associations d'élus :

Jean-Pierre ARRONDEAU, expert auprès de l'Association Nationale des Elus de Bassin (**ANEB**)

Oriane CEBILE, conseillère environnement à **Intercommunalités de France**

Bertrand HAUCHECORNE, vice-président de l'Association des Maires de France (**AMF**)

Frédéric PRONCHERY, Vice-Président en charge de l'Eau à **AMORCE**

Gwénola STEPHAN, responsable environnement à l'Association des Maires de France (**AMF**)

Régis TAISNE, responsable du pôle « Cycle de l'Eau » à la Fédération Nationale des Collectivités Concédantes et Régies (**FNCCR**)

Acteurs économiques :

Jean-Paul COMBEMOREL, Directeur Action régionale et délégué de bassin à **EDF Hydro** Centre Val-de-Loire

Pascal FERREY, Représentant de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture (**APCA**) au Conseil d'administration de l'Office Français de la Biodiversité (OFB)

Christian LECUSSAN, président de la **FENARIVE**

Tristan MATHIEU, délégué général de la Fédération Professionnelle des Entreprises de l'Eau (**FP2E**)

Acteurs non-économiques :

Florence DENIER-PASQUIER, Administratrice de France Nature Environnement (**FNE**)

Isabelle GAILLARD, Représentante de l'Union Nationale des Associations Familiales (**UNAF**)

Organismes de recherche, bureau d'études et cabinet d'avocats :

Rémi BARBIER, Chercheur et professeur à l'Ecole Nationale du Génie de l'Eau et de l'Environnement de Strasbourg (**ENGEE**)

Bernard BARRAQUE, directeur de recherche **CNRS** émérite

Philippe MARC, avocat au barreau de Toulouse

Jean-Baptiste NARCY, Docteur de l'ENGREF en Sciences de l'Environnement, Consultant à **AScA**

ANNEXE : PRINCIPALES RECOMMANDATIONS ISSUES DES CONTRIBUTIONS MAIS NE FAISANT PAS CONSENSUS ENTRE TOUS LES ACTEURS

Piste de travail n°1 : Affirmer la gestion de l'eau en bien commun pour un partage de la ressource équilibré, pérenne, au service de l'intérêt collectif

- ✓ **Recommandation 1-1** : Engager des **réflexions prospectives** sur la **disponibilité de la ressource**, à partir de certains **modèles** à des échelles opérationnelles, pour un **nouveau contrat hydro-social**, en repensant à des **mesures équilibrées entre offre et demande**
- ✓ **Recommandation 1-2** : Donner aux **CLE une compétence plus grande** qu'actuellement, en leur confiant la gestion des Projets de Territoire pour la Gestion de l'Eau (**PTGE**), et les élargir à plus de **représentation des citoyens**. Il est nécessaire de faire vivre les **dispositifs qui existent** par du volontarisme politique, de **l'implication des élus** dans les CLE.
- ✓ **Recommandation 1-3** : **Pacifier le dialogue** autour du partage de l'eau et en soutenir une **gestion concertée** et socialement acceptable, autour d'une **connaissance débattue** et **partagée** et d'une **recherche scientifique** qui qualifie, documente, renseigne, conseille
- ✓ **Recommandation 1-4** : Reconnaître un **mécanisme de délégation** de mission de **l'Etat au profit des EPTB**, considérant qu'ils portent des compétences pour le compte d'un tiers i.e. l'Etat, notamment la **gestion quantitative** et le **soutien d'étiage**, tout en garantissant la concertation territoriale
- ✓ **Recommandation 1-5** : Appliquer le **principe "préleveur-payeur"** pour inciter à une **utilisation raisonnable et optimisée** de la ressource en eau :
 - > **Revoir le taux** de la redevance pour **prélèvement** dans la ressource en eau **à la hausse**, en fonction de la **situation territoriale** de la ressource, en prenant en compte la **consommation réelle** et les **moyens de compensation** éventuellement mis en place
 - > **Décrocher le financement** de la politique de l'eau **du seul volume délivré ou prélevé** qui **fragilise le modèle économique** des services publics d'eau, notamment dans une recherche de **sobriété** et **d'économies d'eau**.
- ✓ **Recommandation 1-6** : L'Etat doit retrouver son **rôle régalién** sur les normes, les contrôles, l'accompagnement, le suivi et l'évaluation, et doit **redéfinir les priorités** de partage de l'eau pour **servir l'intérêt général**
- ✓ **Recommandation 1-7** : Appuyer les **innovations technologiques** en faveur d'une **économie circulaire de l'eau** afin d'atteindre les objectifs d'un **développement durable** autour de cette ressource : REUT, recharge artificielle des nappes, eaux d'exhaure (carrières), réseaux de chaleur, ...
- ✓ **Recommandation 1-8** : **Clarifier la priorisation des usages**, économiques et non-économiques, de l'eau en période de sécheresse **pour chaque niveau d'alerte**, au niveau législatif, réglementaire ou dans les arrêtés-cadre sécheresse de chaque bassin hydrographique. La **définition actuelle**, dans l'art. 6 de l'arrêté du 17 mars 2006 relatif au contenu des SDAGE, ne concerne que les **objectifs de quantité** en période d'étiage :

- > **Débits de crise** en dessous desquels seules les **exigences** de la **santé**, de la **salubrité publique**, de la **sécurité civile** et de l'**alimentation en eau potable** de la population et les **besoins des milieux naturels** peuvent être satisfaits
- > **Débits objectifs d'étiage** permettant de **satisfaire l'ensemble des usages** en moyenne **huit années sur dix** et d'atteindre le **bon état des eaux**, dans les zones où un déficit chronique est constaté
- ✓ **Recommandation 1-9** : Développer, dans l'**enseignement supérieur**, les lycées agricoles, les centres de formation, des **modules spécifiques sur la sobriété** pour apprendre à la population à **économiser l'eau**

Piste de travail n°2 : Faire de la lutte contre les pollutions diffuses une priorité pour optimiser l'atteinte du bon état en 2027 et préparer l'avenir

- ✓ **Recommandation 2-1** : Encourager la **prévention**, qui coûte moins cher que les traitements :
 - > En **adaptant** un certain nombre de **processus agricoles et industriels** pour limiter l'utilisation de polluants ayant un impact sur les milieux naturels : accélérer la **démarche agroécologique** et passer à un **autre modèle de production agricole**
 - > En **accompagnant** techniquement et financièrement les **acteurs agricoles et industriels** dans leur **transformation**
- ✓ **Recommandation 2-2** : Mobiliser l'Etat sur les **processus d'homologation** de certains produits pour limiter les impacts environnementaux néfastes, et sur l'**interdiction des intrants chimiques** sur les Alimentations d'Aires de **Captage**.
- ✓ **Recommandation 2-3** : Mettre en œuvre un **plan national de lutte** contre les **pollutions plastiques**
- ✓ **Recommandation 2-4** : Actionner de **nouveaux leviers de financement** sur le principe **pollueur-payeur** :
 - > **Elargir les contributeurs** pour davantage de recettes en faisant bouger l'assiette de la **redevance pollution diffuse**.
 - > Réfléchir à la création d'une **taxe « Micropolluants »** et à la mise en place d'un **système inspiré** de la Responsabilité du Producteur (**REP**) **déchets**, qui permettrait de **taxer les metteurs sur le marché** des produits ayant un impact négatif sur l'environnement et donc les inciter à **réduire leur empreinte polluante**

Piste de travail n°3 : Décloisonner les politiques publiques sectorielles pour une politique de l'eau plus transversale, et réciproquement

- ✓ **Recommandation 3-1** : Articuler plus **efficacement** les politiques **Eau – Energie – Agriculture – Climat** :
 - > Pour ne **pas opposer** les dimensions **d'atténuation** et **d'adaptation** au changement climatique qui doivent être **complémentaires**
 - > En faisant **converger les actions déjà engagées** dans des dispositifs existants

- > En mobilisant les **délégations interministérielles** pour garantir plus de **cohérence** et faire **émerger des projets** structurants
- > Autour de **4 enjeux centraux** : la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique, la souveraineté industrielle et l'enjeu écologique
- ✓ **Recommandation 3-2** : Pour tout projet d'aménagement urbain ou territorial, ou implantation de nouvelles activités, se poser la question de la **capacité du territoire à alimenter ces activités**, et à **collecter les rejets** afférents. L'EPTB pourrait être le garant d'un « **Water Test** » pour des programmes tels que SCoT, PLUi ou PCAET.

Piste de travail n°4 : **Préserver le modèle de gestion actuel en clarifiant les compétences et la gouvernance**

- ✓ **Recommandation 4-1** : Définir la **notion de bassin** pour préserver la cohérence hydrographique dans la gestion de l'eau :
 - > **Bassin-district** = circonscription administrative, périmètre des **agences de l'eau** et des **comités de bassin**
 - > **Bassin versant** = territoire de gestion, à définir en **territoire d'administration** géré par les EPTB
 - > **Découper l'ensemble du territoire**, sous l'égide du comité de bassin, en **territoires opérationnels** au niveau des **sous-bassins versants**, faisant l'objet d'une **large concertation** avec l'ensemble des partenaires, et dans certains cas, définir aussi des **échelles de coordination** de ces briques élémentaires
- ✓ **Recommandation 4-2** : Définir, standardiser, normaliser, donner un **cadre législatif** au **grand cycle de l'eau**
 - > Pour sortir de la confusion entre **GEMAPI** et **hors-GEMAPI**
 - > Rapatrier les **4 missions** liées à la **GEMAPI** dans le Code Général des Collectivités Territoriales (**CGCT**)
 - > Définir la **notion de biodiversité** (aquatique, terrestre et marine) et **clarifier les missions** qui lui sont liées
 - > Toute **compétence** affectée à une **collectivité** doit être **inscrite dans le CGCT**
 - > **Consolider les responsabilités** des collectivités sur le grand cycle de l'eau
- ✓ **Recommandation 4-3** : Tout en garantissant **l'autonomie des agences de l'eau**, donner un **statut juridique** aux **comités de bassin** pour couper le lien de dépendance avec le préfet, pour qu'il y ait **force juridique** dans leurs **décisions** :
 - > Débat à avoir au Parlement pour **reconnaître la compétence** des élus locaux et leur **souveraineté**.
 - > Le **renforcement de ces instances**, fondées sur de la démocratie participative, permettrait de **renforcer la volonté politique et l'action stratégique** par bassin.
- ✓ **Recommandation 4-4** : Renforcer le **rôle de l'Etat** sur les normes, les contrôles, l'accompagnement, le suivi et l'évaluation, et les **orientations prioritaires** de la politique de l'eau à mener sur les territoires

- ✓ **Recommandation 4-5 :** Clarifier la **gouvernance** liée aux missions de **biodiversité** avec une cohérence de l'échelle nationale à l'échelle du district :
 - > Si les **missions de biodiversité** sont **financées par les agences** de l'eau, transformer les agences de l'eau en « **agences de l'eau et de la biodiversité** », à moyens financiers et humains équivalents pour l'eau
 - > Faire un **Comité National de l'eau ET de la biodiversité**, en lieu et place du CNE et du CNB
 - > Faire des **comités de l'eau ET de la biodiversité** en métropole en lieu et place des comités de bassin
 - > **Revoir les missions de l'OFB** et des **Agences de l'Eau**, suite à cette clarification
- ✓ **Recommandation 4-6 :** Créer des **établissements publics forts (EPTB)**, reconnus, stables dans le temps, avec un **pacte de gouvernance** entre l'ensemble des collectivités-membres qui, partant de l'ensemble de leurs **compétences** (régions, départements, bloc communal), réunirait toutes celles **nécessaires** pour porter une politique de l'eau décloisonnée
- ✓ **Recommandation 4-7 :** Si une nouvelle loi de décentralisation-déconcentration venait à être proposée, prévoir un grand **chapitre sur l'eau**, pour témoigner de la **confiance** dans les territoires, afficher les grands **choix majeurs**, et affirmer le **bloc communal** en opérateur **maître d'ouvrage**

Piste de travail n°5 : Préserver la capacité financière des agences de l'eau sur ses principes fondateurs « l'eau paie l'eau » et « pollueur-payeur »

- ✓ **Recommandation 5-1 :** Préserver le **principe "l'eau paie l'eau"** en faisant en sorte que les **taxes** payées aux agences de l'eau soient de vraies **redevances environnementales** i.e. revenir sur **l'art. 34** de la Constitution :
 - > **Plus de plafond mordant**
 - > **Plus de lien de subordination** avec l'Etat : les élus seront les patrons dans leurs délibérations de comité de bassin
 - > Le **Conseil d'administration** de l'Agence de l'Eau fixe le **taux** et **l'assiette** des redevances
- ✓ **Recommandation 5-2 :** Constituer une **fiscalité propre à la biodiversité**, en s'inspirant des **propositions** des parlementaires **C. JERRETRE / A. RICHARD** :
 - > Affectation aux agences de l'eau d'une **taxe fondée sur les activités** exerçant une **pression sur la biodiversité** (pour un **montant total estimé à 150 M€**). Cette taxe serait mise en place en parallèle d'une **réforme des redevances pollution domestique et modernisation des réseaux de collecte** visant à renforcer le **principe « pollueur-payeur »**. Elle compenserait la perte de recettes que cette réforme implique, ceci afin de **préserver la capacité d'intervention des agences** de l'eau, avec une montée en puissance progressive jusqu'à un rendement annuel estimé à **300 M€**.
 - > **Suppression des primes pour performance épuratoire** et réaffectation de ces **100 M€** à la **biodiversité** à partir des **12èmes programmes**.
 - > Possibilité de **250 à 300 M€** de **part additionnelle** sur la **part départementale de la taxe d'aménagement**. **Avantages** : taxe sur le **flux**, opérationnelle, réelle, avec une **assiette existante** et qui intervient très clairement sur la **biodiversité**

- ✓ **Recommandation 5-3** : Pour un **financement pérenne** des structures labellisées **EPTB** :
 - > Imaginer un **mécanisme de financement** qui viendrait de l'Etat **vers les EPTB**, qui pourraient être **affectataires** d'une partie du budget des **agences de l'eau** afin de mener une politique décidée par l'Etat et voulue par les Agences de l'Eau
 - > Revenir à une **définition plus claire** d'une **redevance pour services rendus** au profit des **EPTB**, et travailler sur la TVA, notamment sur la **non-récupération de la TVA** pour des travaux pour compte de tiers
 - > Favoriser la **contractualisation** des EPTB avec l'agence de l'eau sur la base de **Programme d'Aménagement d'Intérêt Commun (PAIC)**, validés par le Comité de bassin et les CLE
- ✓ **Recommandation 5-4** : Veiller, sur chaque territoire, à ce que **le prix de l'eau soit à la hauteur des enjeux** compte tenu de l'état quantitatif et qualitatif de la ressource en eau, et de l'état des infrastructures d'eau potable et d'assainissement.

Piste de travail n°6 : Maintenir les exigences de qualité du service public d'eau et développer le droit à l'eau

- ✓ **Recommandation 6-1** : Décliner la **politique de l'eau** localement à travers des **projets d'infrastructures**, des projets de territoire, des projets de **développement d'eaux non conventionnelles** (REUT, recharge de nappes, eaux d'exhaure, ...)
 - > **Responsabilité collective**, générationnelle, d'**inciter le gouvernement à programmer** des investissements, à **stimuler** efficacement les collectivités locales, à les **aider** davantage
 - > Recréer une **courroie de transmission**, à travers le Service d'Information sur les Services Publics d'Eau et d'Assainissement (**SISPEA**) pour en faire un **appui aux politiques publiques**
 - > Mieux faire **reconnaître les territoires performants**
- ✓ **Recommandation 6-2** : Créer un véritable **service unifié d'assainissement**, dans un but **d'égalité de traitement** entre les usagers du réseau collectif et de l'assainissement non collectif, et faire **évoluer la loi** concernant **l'accès à la propriété privée**
- ✓ **Recommandation 6-3** : Avancer sur la **mise en œuvre effective du droit à l'eau** :
 - > Réfléchir à des **repères sur les seuils d'abordabilité**, de précarité en eau pour **calibrer des tranches de consommation** à prix nul ou très faible, ce qui engage une réflexion sur les **besoins de consommation incompressibles** et légitimes pour une vie digne
 - > Réfléchir à une certaine **automaticité** dans **l'accès aux aides sociales** qui permettrait de garantir une sécurité pour les bénéficiaires
 - > **Responsabilité des services d'eau** à s'engager dans la **politique sociale**, mais en responsabilité **partagée** avec les structures à **compétence sociale**

Piste de travail n°7 : Inventer une éco-fiscalité plus incitative et donner les moyens aux collectivités de relever le défi climatique

- ✓ **Recommandation 7-1** : Définir un **modèle fiscal et financier** accompagnant l'objectif de **réduction de l'artificialisation** des sols : changer la règle du jeu pour **inciter** et donner envie de **protéger le bien commun**.
- ✓ **Recommandation 7-2** : Trouver un véritable **outil économique** à la **renaturation** et à la **protection des espaces naturels et du bien commun** qu'est l'eau, en conceptualisant autour des **4 types d'eau** i) l'eau publique (fontaines), ii) l'eau privée (bouteilles), iii) l'eau bien de club (eau facturée), iv) l'eau bien commun (rivières)

Piste de travail n°8 : Construire un nouveau récit de l'eau et créer de la fierté collective pour redonner du sens commun et dépassionner les débats

- ✓ **Recommandation 8-1** : Construire un **nouvel imaginaire collectif** autour de l'eau compte-tenu des enjeux climatiques, environnementaux, sanitaires, mais aussi sociaux, en impliquant les **citoyens**, pour qu'ils soient **acteurs et décisionnaires** de leur devenir